

Défaillances d'entreprises

Un record historique en 2024,
des défis persistants pour 2025

Février 2025



The better the question.
The better the answer.
The better the world works.

au
GROUP
Tomorrow
is today's business



Shape the future
with confidence



Sommaire

Éditorial	04
-----------	----

Top 20 des défaillances 2024	06
------------------------------	----

Avis d'experts :

▪ Après le rattrapage, retour aux (faibles) fondamentaux : vers des défaillances d'entreprises durablement nombreuses en France et en Europe	09
Ana Boata - Allianz Trade	
▪ L'attractivité de la France au défi de la croissance et de la confiance	10
Marc Lhermitte, EY	
▪ ETI : une résilience menacée ?	13
Frédéric Coirier, Mouvement des Entreprises de Taille Intermédiaire	
▪ Les effets d'une transition électrique moins rapide que prévue	15
Virginie Auvergnas, EY	
▪ Quand le risque politique dépasse les frontières des pays en développement	17
Nurla Gorog, AU Group	
▪ Entre incertitudes et résilience : l'aube d'une nouvelle responsabilité	18
Loïc Finaz, Amiral et écrivain	

Annexes :

▪ Top 5 par région des entités légales ayant fait l'objet d'une procédure collective en 2024	20
▪ Top 5 par secteur d'activité des sociétés de plus de M€10 de CA étant entrées en procédure collective en 2024	24
▪ Types de procédure par taille de CA	28
▪ Types de procédure par région	28

Éditorial



Louis Bollaert

Directeur Général, AU Group

Louis est diplômé d'HEC Paris et débute sa carrière chez Bouygues Telecom. En 2008, il rejoint la Direction Marketing d'Euler Hermes France puis devient Directeur Commercial Grand Courtage. En 2014, il prend la direction de la Distribution et des Partenariats au niveau Groupe. En 2015 il intègre Aon comme Directeur du département Crédit, Financements, Cautions et Risques Politiques et est également nommé Directeur du département M&A Solutions en 2017. En 2022, Louis devient Chief Revenue Officer chez Descartes Underwriting, insurtech spécialisée dans l'assurance paramétrique des risques climatiques, où il est amené à piloter des équipes de Business développement et Marketing dans le monde entier dans un environnement complexe. Depuis septembre 2024, Louis est Directeur Général d'AU Group.



Guillaume Cornu

Partner, Turnaround Restructuring Services leader and Strategy & Transactions Market Leader France Ernst & Young Advisory

Guillaume a plus de 30 ans d'expérience dans l'accompagnement de dirigeants de sociétés en difficulté. Il débute sa carrière en 1987 chez Deloitte en audit, avant d'intégrer le département Restructuring en 1991, dont il devient responsable en 1999. Il rejoint par la suite EY en 2010 en tant qu'associé en charge du Corporate Restructuring, et prend la direction des métiers de la Transaction de 2013 à 2017. Il dirige ensuite le marché middle market dédié aux entrepreneurs (startup à ETI) pour la région EMEA et la France. Il occupe la fonction de Transaction and Strategy Market Leader depuis juillet 2021. Guillaume est considéré comme un expert dans le domaine de la restructuration d'entreprise.

L'année 2024 marque un tournant inquiétant pour les entreprises françaises, avec plus de 66 000 défaillances, nombre record et en forte hausse par rapport aux 56 760 recensées en 2023. Un tel niveau, inédit dans l'histoire récente, témoigne d'une conjoncture particulièrement défavorable.

Avec +17 % en France et +9 % à l'échelle mondiale, plusieurs facteurs expliquent cette dégradation. D'abord, l'envolée des coûts énergétiques, exacerbée par la fin du bouclier tarifaire, a lourdement pesé sur les charges des entreprises. Ensuite, les difficultés à rembourser les aides perçues pendant la crise sanitaire, combinées à des charges salariales élevées, ont fragilisé de nombreuses structures.

Le climat politique français, chamboulé par une motion de censure historique et une valse des gouvernements, laisse place à une instabilité propice à affecter le moral des entrepreneurs, de même que leur capacité à se projeter. Le risque politique à l'international est au plus haut également, avec de nombreux conflits en Afrique, en Europe de l'Est et au Moyen-Orient, affectant les entreprises soit directement à l'export, soit indirectement via le coût de l'énergie ou la rupture des chaînes d'approvisionnement.

Certains secteurs d'activité sont plus touchés que d'autres. Le BTP/immobilier et la distribution concentrent à eux seuls près de la moitié des défaillances. L'hôtellerie-restauration, le secteur automobile, ainsi que le transport, affichent également des niveaux de défaillances supérieurs aux moyennes historiques. Les TPE et PME sont particulièrement touchées cette année, reflet de la fragilité structurelle de notre tissu

économique. Personne n'est épargné, d'autant que l'environnement économique actuel amplifie les difficultés de telle sorte que lorsque les entreprises réagissent, les dégâts sont déjà importants notamment sur les trésoreries des entreprises.

Une légère accalmie est attendue en 2025, avec un nombre de défaillances estimé à 64 500. Cette stabilisation pourrait être soutenue par des perspectives économiques modestement plus favorables, notamment une croissance du PIB prévue à +1,1 %, ainsi qu'un assouplissement des conditions de crédit par la BCE. Cependant, les entreprises vulnérables resteront sous pression, notamment en raison des contraintes liées au financement et au remboursement des dettes accumulées.

Baisse de current trading, rentabilité en deçà des attentes, business plans qui ne sont pas au rendez-vous : grandes ou petites, les entreprises déchantent après avoir connu une certaine période d'euphorie. Compte tenu de cette situation, il leur sera plus difficile de se refinancer ou de rembourser leurs échéances de dettes, dont les PGE, qui se profilent en 2025 et 2026. D'où l'importance voire la nécessité d'anticiper en permanence les perturbations et ne pas se contenter d'y réagir, en attendant souvent le dernier moment pour engager leurs

discussions avec les partenaires financiers. Les entreprises faisant preuve de transparence, de prudence et d'esprit d'initiative seront donc celles qui s'en sortiront le mieux.

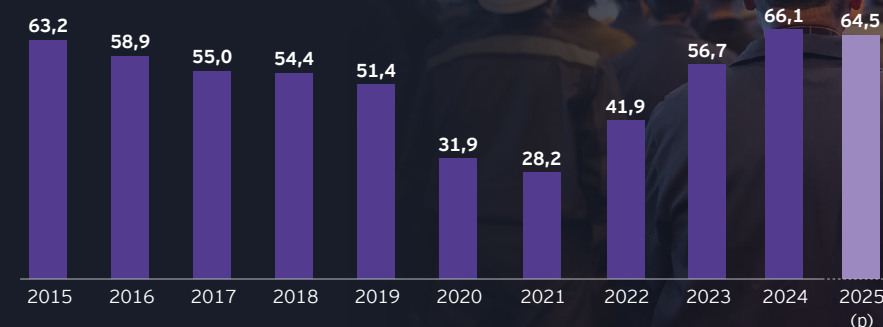
Pour décrypter le profil des entreprises en difficulté en 2024, les secteurs et les régions les plus impactés et analyser les tendances du prochain exercice, EY, leader du conseil et AU Group, le leader du courtage en assurance-crédit et financement de créances ont mis leurs forces en commun pour réaliser cette étude (à partir des données fournies par Allianz Trade) autour d'un panel d'experts :

- **Ana Boata**, Head of Economic Research – Allianz Trade
- **Marc Lhermitte**, Associé EY
- **Frédéric Coirier**, Co-Président du Mouvement des Entreprises de Taille Intermédiaire
- **Virginie Auvergnas**, Associée EY Stratégie & Transactions
- **Nuria Gorog**, Directrice Risques Spéciaux, Crédit, Risque Politique et Caution – AU Group
- **Loïc Finaz**, Amiral et écrivain, ancien directeur de l'École de guerre et président de la société de conseil « Esprit d'Équipage et d'Entreprise »

Nous vous souhaitons une bonne lecture !

Nombre de défaillances (en milliers) par exercice

Source : Allianz Trade France



Merci également à toutes les personnes qui ont apporté leurs connaissances à la réalisation de cette étude, notamment **Guillaume Cornu, Julien Brindeau, Mihaela Kirova, Estelle Dupont Aldiolan et Olivier de La Pontais.**

Top 20 des défaillances 2024

Les principales entrées en procédures collectives sont reprises dans le tableau ci-dessous.

▼ Top 20 des entrées en procédures collectives en 2024

	Raison sociale	Secteur d'activité	Dernière procédure en cours en 2024	CA (€)	Nombres d'employés	Groupe
1	VENCOREX FRANCE	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	Redressement judiciaire	461 983 433	503	PTT
2	INDEXIA GROUP	Activités des sociétés holding	Liquidation judiciaire	376 728 000	2 510	Indexia
3	GEDECOM	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	Sauvegarde	330 833 789	402	Ubaldi
4	CENTRALE D ACHAT UBALDI	Vente à distance sur catalogue spécialisé	Sauvegarde	302 191 407	445	Ubaldi
5	SFAM	Autres commerces de détail spécialisés divers	Liquidation judiciaire	277 244 498	899	Indexia
6	ASCOMETAL HAGONDANGE SAS	Sidérurgie	Liquidation judiciaire	260 382 170		Swiss Steel Group
7	MILEE	Activités des agences de publicité	Liquidation judiciaire	248 408 933		Hopps
8	GENERALE POUR L'ENFANT	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures	Redressement judiciaire	231 794 542	240	Générale pour L'Enfant
9	METEX NOOVISTAGO	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	Liquidation judiciaire	220 569 000	354	Metabolic Eplorer
10	ASCOMETAL FOS-SUR-MER S.A.S	Sidérurgie	Liquidation judiciaire	181 003 145		Swiss Steel Group
11	PROMOTION DU PRET A PORTER	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	Sauvegarde	172 819 100		Pimkie
12	MARE NOSTRUM	Activités des sociétés holding	Redressement judiciaire	169 534 000		Mare Nostrum
13	FTI VOYAGES	Activités des voyagistes	Liquidation judiciaire	164 742 937		FTI Touristik GmbH
14	MA FRANCE	Découpage, emboutissage	Liquidation judiciaire	149 760 465		CLN
15	DIRAMODE	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures	Sauvegarde	134 505 804		Pimkie
16	F.C.F	Activités des sociétés holding	Sauvegarde	123 601 000		F C F
17	MARKET MAKER	Activités des sociétés holding	Sauvegarde	118 070 838	327	Market Maker
18	SCHNEDER CONSUMER GROUP	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé	Liquidation judiciaire	111 489 317		Groupe Admea
19	GAUTIER FRANCE	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement	Redressement judiciaire	110 319 000	741	Groupe Gautier
20	LCS INTERNATIONAL SAS	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	Redressement judiciaire	109 289 540	351	Airesis

Méthodologie

Sources : les données relatives aux défaillances ont été fournies par Allianz Trade. Seules les entreprises qui ont fait l'objet d'un premier jugement entre le 01/01/2024 et le 31/12/2024 sont retenues. Si une entreprise a fait l'objet de plusieurs procédures collectives au cours de l'année 2024, seule la dernière procédure connue est prise en compte dans les statistiques présentées.

Définition : chaque entreprise correspond à un SIREN et donc à une entité juridique.



Ana Boata
Head of Economic Research
Allianz Trade

“ En 2025, les faillites d’entreprises resteront durablement élevées, avec un surplus de 19 % en France par rapport à la période prépandémie. ”

Après le rattrapage, retour aux (faibles) fondamentaux : vers des défaillances d’entreprises durablement nombreuses en France et en Europe

L’envolée des défaillances d’entreprises qui s’est prolongée en 2024 approche de son point de retournement. Fini le surplus temporaire de faillites lié à la phase de rattrapage post covid, celles des entreprises artificiellement maintenues en activité. Retour aux seuls fondamentaux du risque crédit, alors que le manque d’allant du cycle conjoncturel, les conditions de (re)financement et les multiples incertitudes (géo) politiques testeront encore en 2025 la résilience des entreprises déjà mises à mal par la succession de crises. Un contexte propice à des faillites durablement élevées en France (64 500 cas) comme aux plans européen et mondial (respectivement 23 % et 11 % au-dessus des niveaux prépandémie).

En 2024, la remontée des faillites d’entreprises s’est poursuivie dans une majorité de pays (4 sur 5), avec des hausses significatives en particulier en Australie, à Singapour, au Canada et au Brésil, mais aussi chez les principaux partenaires commerciaux de la France, comme l’Allemagne (+25 %), l’Italie (+33 %), la Belgique (+8 %) et les Etats-Unis (+17 %) – le Royaume-Uni (-5 %) faisant exception, mais depuis un plus haut depuis 2012. En France (+17 %), les défaillances d’entreprises ont affiché un record historique (66 161 cas). Cette nouvelle poussée des faillites a touché tous les secteurs, en particulier l’immobilier (+32 %) et le transport/logistique (+29 %) en valeurs relatives, et la construction (+2 862 cas) et le commerce de détail (+1 067 cas) en valeurs absolues ; elle s’est aussi généralisée à toutes les tailles d’entreprises. La résurgence des faillites de grandes entreprises s’est retrouvée aussi au plan mondial avec un nombre record sur la décennie de cas d’entreprises de plus de 50 millions d’euros de chiffres d’affaires – au-delà d’une grande faillite par jour ! – ce qui nourrit le risque d’effet domino sur les nombreux fournisseurs et sous-traitants.

En 2025, après trois années d’accélération (+1 % en 2022, +7 % en 2023 et +9 % en 2024), les faillites devraient s’afficher stable à un niveau élevé à l’échelle mondiale. Toutefois, cette stabilisation masquera des tendances nationales plus inégales qu’en 2024. Avec des faillites en hausse dans un petit nombre de pays constitué de grandes et petites économies qui représentent plus de la moitié du PIB mondial, en particulier les États-Unis, l’Allemagne et l’Italie. Et en même temps, une inversion de tendance à la baisse dans plusieurs pays, en particulier du fait de la fin du rattrapage post covid en Europe. Mais ces replis s’annoncent modérés, au regard des fondamentaux économiques et financiers qui risquent de garder sous tension nombre de secteurs et d’entreprises. Avec la France, ce sont au total trois pays sur cinq qui afficheront encore en 2024 davantage de faillites qu’avant la pandémie. Pour la France (64 500 cas attendus), cela représente un surplus de 17 % par rapport à la moyenne 2016-2019, contre 18 % pour l’Europe de l’Ouest et 11 % à l’échelle mondiale. Une bonne raison pour ne pas baisser la garde dans le monitoring des risques crédit.

L'attractivité de la France au défi de la croissance et de la confiance



Marc Lhermitte
Associé EY

“ **Malgré les incertitudes, 75% des investisseurs étrangers prévoient d'investir en France d'ici 2027.** ”

Pour beaucoup, les plaques tectoniques bougeaient inéluctablement et la dissolution de juin 2024 n'a fait que révéler [ou : mettre en lumière] une crise profonde qui affleurait. Regardons cela sous l'angle des entreprises étrangères qui ont choisi la France, pour certaines depuis plus de 150 ans, comme terrain de jeu industriel, commercial ou scientifique. Ces 17 500 entreprises (0,04 % de notre tissu national !) emploient 2,2 millions de personnes, représentent 15 % du PIB, mais surtout 25 % de notre R&D privée et près de 35 % de nos exportations industrielles.

Commençons par rappeler que la France et l'Europe (l'espace commercial de 80 % de ces entreprises) sont profondément affectées par cinq ans de faible croissance partiellement masquée par la période COVID, avant d'être déstabilisées par la crise en Ukraine, l'envolée des taux d'intérêt et la crise énergétique. Au même moment, nos économies se sont heurtées à la dynamique industrielle et technologique des États-Unis, qui ont dopé le « *Made in America* » à coup d'énergie *low cost* et 700 Mds USD d'incitations fiscales. Lorsque la Chine décide au même moment de faire de l'Europe son champ de bataille commercial, cela a de quoi désarçonner l'ancrage européen le plus solide, à commencer par celui des industriels allemands, britanniques ou français et, progressivement, de leurs fournisseurs et sous-traitants.

De surcroît, la nouvelle donne politique issue des élections législatives de juin 2024 a mis fin à sept ans de certitude pour les dirigeants : certitude d'une France pro-business, d'un État co-investisseur brandissant l'étendard de « France 2030 », d'une offre fiscale stabilisée, même si elle était loin d'être la plus compétitive en Europe. À cela s'ajoute, plus fondamentalement et structurellement, la faible confiance des Français en eux-mêmes et en leur horizon de consommation, plus largement dans un « modèle » français objet de critiques omnidirectionnelles. Conséquence : nous battons un record historique d'épargne et de défiance, alors que les besoins d'investissement en innovation et en décarbonation sont considérables, que nos PME et ETI ont besoin de financement et d'une demande intérieure plus dynamique.

Sans surprise, un sondage EY auprès de 200 dirigeants en octobre 2024 soulignait que 50 % de dirigeants internationaux avaient mis en pause leurs investissements prévus en 2024. La nouvelle situation politique et la « révélation » d'une situation budgétaire inquiétante, annonciatrice d'une fiscalité aggravée, sont les motifs d'une réelle déception, voire d'un dépit amoureux de la part de chefs d'entreprises qui avaient retissé un lien de confiance avec la France.

Après plusieurs années d'idylle, la situation peut-elle détourner les entreprises internationales de notre économie ? La réponse est... non. Pourquoi ?

D'abord, parce que les investisseurs étrangers comptent sur la France et sur l'Europe : dans la même enquête, aucun ne nous déclare avoir annulé ses projets et 30 % disent les avoir maintenus ou même renforcés. Et 75 % disent avoir besoin d'investir en France d'ici 2027. Première raison, l'Hexagone est central dans les plans de croissance des acteurs de l'aéronautique, de l'IA, de l'agro-alimentaire, de la santé, de l'énergie, entre autres... Au passage, si leur pronostic est encore prudent sur l'industrie en France, ils n'ont pas plus de garanties sur leur compétitivité énergétique en Allemagne ou sur leurs exportations vers l'UE à partir du Royaume Uni qui, faut-il le rappeler, a récemment relevé la charge fiscale pesant sur les entreprises.

Autre indication de cette étude : les dirigeants gardent la tête froide. Ils lancent plusieurs messages entre confiance et exigence.

En premier lieu, ils nous disent que la France doit produire un effort décisif sur son train de vie. Ils sont prêts à coopérer, à innover, à moins demander. Ils seraient même « disposés » à une contribution exceptionnelle pourvu qu'elle soit limitée dans le temps et dans son ampleur. N'oublions pas que nous sommes champions d'Europe de l'attractivité, mais aussi de la fiscalité parmi les pays de l'OCDE.

Deuxième exigence, celle d'une Europe plus forte, plus offensive et plus décisive, pour prendre le relais d'une France qui ne peut rien seule, d'une véritable union des marchés de capitaux, de coopérations scientifiques et industrielles à l'échelle, d'une décarbonation accélérée par des moyens décuplés du Plan Draghi.

Mais leur attente la plus forte est que la vie de nos entreprises soit simplifiée et allégée, à commencer par celle des plus jeunes et des plus petites. Destinées à devenir les champions de demain, nos PME et ETI sont aujourd'hui vulnérables, déboussolées, malmenées. Tous les leviers doivent être actionnés, qu'ils soient administratifs, fiscaux, réglementaires, sociaux pour les soutenir dans ce moment tendu de l'économie européenne.

C'est le seul moyen d'éviter la défaillance, de retisser la confiance et de renouer avec la croissance.



Frédéric Coirier
Co-Président du Mouvement des
Entreprises de Taille Intermédiaire

“ *En 2025, l'objectif
reste de tenir bon la
barre du travailler et
produire en France.* ”



ETI : une résilience menacée ?

Les ETI, entreprises majoritairement industrielles et familiales, guidées par le cap et la boussole du long terme ont pour génotype commun : la résilience. Et comme phénotype : l'esprit de conquête, en France comme sur les marchés mondiaux.

Nos entreprises ont toujours su composer par gros temps, comme face aux rafales de crises de ces dernières années.

Avec sept sites en moyenne dans nos villes moyennes, dans nos bourgs et nos villages, elles possèdent comme supplément d'âme un attachement viscéral et singulier « au travailler et produire en France ». Elles forment l'ossature de notre industrie et constituent des airbags puissants pour notre économie.

Malgré l'impact de la forte inflation sur les intrants et la masse salariales combiné avec l'effet de traîne des coûts parfois délirants de l'énergie sur leurs marges, les premiers mois de 2024 s'annonçaient prometteurs. La politique de redressement compétitif engagé par tous les gouvernements depuis dix ans prolongeait le signal de confiance en matière d'investissements et de création d'emplois.

Malheureusement, dès avril 2024, avec de premières tensions sur l'économie mondiale, cette embellie s'est affaïssée. Puis la dissolution annoncée le 9 juin 2024 l'a stoppée net. Les débats de l'été sur des programmes économiques délétères, le projet de budget du gouvernement et les débats parlementaires à l'automne ont rompu la confiance, tout en entamant l'ambition du redressement productif et de la réindustrialisation. L'instabilité politique laisse, pour l'heure et pour les mois à venir, nos entreprises sans visibilité, sans règles du jeu claires qui, même souvent contraignantes, sont essentielles pour se projeter dans l'avenir.

Malgré des très bons débuts, l'année 2024 n'aura pas été bonne pour les ETI. La création d'emplois a été divisée par deux. Les défaillances multipliées par deux. L'investissement dans le secteur manufacturier a baissé de -80 % au troisième trimestre. Du jamais vu depuis 2008 !

En 2025, l'objectif reste de tenir bon la barre du travailler et produire en France alors que les arbitrages nous enverraient plutôt produire ailleurs ! La concurrence mondiale est d'une férocité inédite.

Il faut agir et vite ! Simplification tous azimuts, puissants signaux envoyés en matière de compétitivité et d'innovation, la puissance publique doit renouer avec un cadre de confiance et de visibilité indispensables à la croissance de nos entreprises dont la résilience est aujourd'hui en jeu.



Virginie Auvergnas
Associée EY Stratégie
& Transactions

“*Le maintien de la
filière automobile
française et
européenne est
en jeu.*”



Les effets d'une transition électrique moins rapide que prévue

L'industrie automobile européenne lutte dans un contexte de transition vers des technologies décarbonées, de baisse de la demande des véhicules électriques, de dégradation des chaînes d'approvisionnement et de concurrence accrue des acteurs asiatiques.

Transition vers l'électrique moins rapide que prévue

En 2025, 15 % des ventes de véhicules seront électriques (vs. 18 % attendus selon l'étude LMC de l'an dernier). Les causes de cette pénétration moindre sont connues : un positionnement prix élevé, des interrogations sur les infrastructures de recharge, les coûts d'entretien et la valeur résiduelle des véhicules.

Les constructeurs devront pourtant améliorer le mix de véhicules électriques dans leurs ventes s'ils veulent atteindre les objectifs du Green Deal, sous peine de pénalités sauf à ce que Bruxelles décide d'assouplir ses règles.

Mesures de réduction des coûts

Dans ce contexte de volumes déprimés, de mix produit dilutif, en l'absence de baisse des coûts des matières premières attendue et compte tenu de la pression sur les prix accrue par la concurrence asiatique, l'abaissement du point mort sera nécessaire pour limiter la dégradation des marges voire, idéalement, les maintenir.

Les annonces de fermetures de sites et plans de réductions d'effectifs des constructeurs et équipementiers se multiplient ainsi en Europe, y compris dans la filière électrique (en témoigne la faillite de Northvolt en octobre dernier).

Les sous-traitants des équipementiers, souvent des entreprises de taille intermédiaire, dépendantes d'un nombre limité de clients et de produits, seront donc particulièrement sous pression.

Multiplication des JVs et partenariats pour financer la transformation

Afin de mutualiser les financements des développements visant à répondre aux nouvelles réglementations et plus largement aux transformations du secteur, les joint-ventures et partenariats se multiplient ainsi dans le domaine des batteries, de l'hydrogène, des logiciels, ou encore du recyclage et de l'économie circulaire. C'est le maintien de la filière automobile française et européenne qui se joue ici.



Nuria Gorog

Directrice Risques Spéciaux, Crédit,
Risque Politique et Caution
AU Group

“ La bonne compréhension du lien entre risque politique et défaillances d’entreprises sera déterminante en 2025. ”



Quand le risque politique dépasse les frontières des pays en développement

En matière de risques politiques, 2024 restera comme une année paradoxale, porteuse d’incertitudes dans un maillage de risques interconnectés.

De nombreux pays d’Afrique, la Russie, l’Ukraine, le Moyen-Orient ont connu des conflits extérieurs, des guerres civiles voire la chute rapide de régimes comme celui de Bachar al Assad. Les tensions dans la région Asie Pacifique, notamment entre la Chine et Taïwan, combinées avec les provocations constantes de la Corée du Nord alimentent ce contexte d’incertitude.

Ainsi, plusieurs économies émergentes ont vu leur situation financière se dégrader, faisant craindre des défaillances après une série de défauts de paiements souverains (Ghana, Zambie, Sri Lanka, Liban, etc.). Néanmoins, à l’exception des pertes liées aux retraits du marché russe qui ont causé des ventes à perte ou des cessions d’actifs forcés, on constate que ces défauts souverains n’ont pas généré de pertes insurmontables pour les entreprises occidentales bien que les tensions géopolitiques continuent à interférer dans leur stratégie et développement.

Paradoxalement, une bonne partie des menaces qui pourraient impacter les agents économiques sont portées par des événements concernant les pays développés, et notamment la première puissance mondiale.

En effet, l’élection de novembre 2024, consacrant Donald Trump à la présidence américaine et donnant une majorité aux Républicains dans les deux chambres du Congrès, a augmenté l’instabilité économique et installé un climat dégradé en matière de risque politique. Le programme anticipé de la prochaine administration américaine répond à un besoin de protection des intérêts nationaux, parfois légitimes, mais sa stricte application pourrait avoir des conséquences négatives pour l’économie mondiale. Les augmentations potentielles de droits de douane américains, ayant pour objectif le rééquilibrage de la balance commerciale, impacteraient substantiellement le Mexique, la Chine mais aussi l’Union Européenne.

Également, le durcissement des sanctions américaines, notamment celles interdisant des exportations vers la Chine dans les secteurs de haute technologie, pourrait provoquer un effet négatif, parfois indirect, pour les entreprises mêmes situées en dehors du périmètre de ces sanctions. Les mesures de rétorsion à ces sanctions pourraient générer des tensions dans les chaînes d’approvisionnement menaçant la fluidité du commerce international.

Le rapport AU Group / G-Grade Q4 2024 qui présente un condensé des ratings risques politiques générés par les principaux assureurs-crédit ainsi que les dernières tendances de l’économie mondiale, ont confirmé la tendance de dégradation d’économies plus développées comme la Chine mais aussi d’autres pays comme Israël qui voit sa note dégradée suite aux effets de la guerre et ses conséquences en matière de financement pour les entreprises israéliennes.

En 2025, plus que jamais, la bonne compréhension du lien entre risque politique et défaillances d’entreprises s’avère déterminante pour anticiper, envisager des scénarios gagnants alternatifs et élaborer les tactiques adéquates permettant de mitiger voire éviter les pertes liées aux défaillances des clients et partenaires.



Loic Finaz

Amiral et écrivain, ancien directeur
de l'École de guerre et président
de la société de conseil « Esprit
d'Équipage et d'Entreprise »

**“Diriger,
c’est faire des choix.”**

Entre incertitudes et résilience : l'aube d'une nouvelle responsabilité

« Plus rien ne sera comme avant ! » annonçaient il n'y a pas si longtemps les chœurs d'un avenir post-Covid fantasmé... Des siècles de guerres et leurs litanies de « plus jamais ça » qui restèrent lettres mortes ne faisaient pourtant pas vraiment croire que les « choses » changeraient. Comme si, dans le domaine économique, quelques mesures gouvernementales, pertinentes ou non, allaient empêcher nombre d'entreprises de devenir des statistiques sans lendemain...

Bien au contraire, très vite, la flambée du coût de l'énergie, l'envolée du prix des matières premières, la rupture des chaînes d'approvisionnement, l'inflation, la hausse des taux d'intérêt, les revendications salariales, les tensions sociales, les inepties parlementaires... aggravées par la violence du monde – de l'Ukraine au Moyen-Orient, sans oublier Taïwan et la Chine – ou la folie des dirigeants, élus ou non (à l'Ouest comme à l'Est), impactèrent à nouveau les entreprises sans merci. Et les défaillances s'envolèrent : 27 600 en 2021, 41 000 en 2022, 56 700 en 2023, 66 000 en 2024...

Des défaillances, il y en aura toujours. Mais le monde est aussi, et malgré tout, porté par des hommes et des femmes qui entreprennent. Ces dirigeants qui ont compris que leur responsabilité est de voir, décider, agir lorsque frappent l'incertitude et la foudroyance.

Mais l'incertitude et la foudroyance ne se combattent pas. Elles sont subies, et l'on en meurt. Ou abordée avec lucidité, courage et ténacité. On les surmonte alors... par le regard, la décision et l'action.

Le regard et la lucidité tout d'abord. Ce regard du dirigeant (et de ceux qui l'entourent : collaborateurs ou conseillers) sur le monde, avec cette lucidité qui permet de le voir tel qu'il est et non tel qu'on aimerait qu'il soit.

Le courage ensuite, pour décider. Car diriger, c'est faire des choix. Il n'y a pas de confort intellectuel dans le « commandement ». Bien souvent la « bonne solution » n'existe pas, et il faut choisir entre plusieurs « mauvaises » solutions. Il faut se préparer à ces dilemmes, et pour cela cultiver des qualités auxquelles l'époque n'incite pas. Elle veut tout assurer. Pour éviter la dérobade, il faut cultiver le goût du risque et la capacité de l'assumer, oser l'audace de la solution originale plutôt que choisir par faiblesse ou facilité l'option qui fera perdre « dans les règles ».

L'action enfin. Car il faut agir, avec ténacité. Et même si la société civile ne le formule pas ainsi, et la vie économique encore moins, les trois principes stratégiques fondamentaux du maréchal Foch sont aussi clairs que puissants : liberté d'action, concentration des efforts, économie des forces. Voilà sur nos champs de bataille, quels qu'ils soient, les voies de la gestion de crise et de la victoire.

Le monde d'aujourd'hui ou de demain, après ces crises et avant les suivantes, pour éviter les défaillances comme pour reconstruire lorsqu'elles sont là, doit s'envisager ainsi. Voilà la responsabilité de nos chefs d'entreprises et de ceux qui les accompagnent.

Alors, les jours de chute et de découragement, au lieu de ressasser que « plus rien ne sera comme avant », nous pourrions nous dire comme Giraudoux dans Electre :

- « Comment cela s'appelle-t-il, quand le jour se lève... et qu'on a tout perdu, que la ville brûle... »
- Cela a un très beau nom... Cela s'appelle l'aurore. »

Cela porte un très beau nom, en effet. Mais la promesse n'est pas d'une aube nouvelle. La tâche est celle des aurores renouvelées où l'on se relève. C'est différent, et cela nous engage.

Top 5 par région des entités légales ayant fait l'objet d'une procédure collective en 2024

Raison sociale	Secteur d'activité	Dernière procédure en cours en 2024	Chiffre d'affaires	Nombre d'employés
Aquitaine - Limousin - Poitou Charentes				
PRONADIS	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé	Liquidation judiciaire	88 377 790	167
KEYOR	Activités des sièges sociaux	Liquidation judiciaire	60 847 000	562
TRANSPORTS H.DUCROS	Messagerie, fret express	Liquidation judiciaire	56 912 693	323
NEWVALVES	Activités des sociétés holding	Liquidation judiciaire	42 899 722	7
J.T.H GROUPE THIOLLET	Activités des sociétés holding	Sauvegarde	35 904 151	2
Auvergne-Rhône-Alpes				
VENCOREX FRANCE	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	Redressement judiciaire	461 983 433	503
MARE NOSTRUM	Activités des sociétés holding	Redressement judiciaire	169 534 000	
MARKET MAKER	Activités des sociétés holding	Sauvegarde	118 070 838	327
TEAM TEX	Fabrication d'autres équipements automobiles	Liquidation judiciaire	78 331 927	51
DPLE	Promotion immobilière de logements	Liquidation judiciaire	62 962 984	
Bourgogne-Franche-Comté				
PREMASTER	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.	Liquidation judiciaire	96 566 168	38
CL DISTRIBUTION	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	Redressement judiciaire	46 783 116	
LES CREATIONS LTN	Activités des sièges sociaux	Redressement judiciaire	32 628 617	
AUTOMOBILES JM	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	Redressement judiciaire	20 368 011	29
GROUPE EHE	Travaux de couverture par éléments	Liquidation judiciaire	11 370 355	17
Bretagne				
AIM ANTRAIN	Transformation et conservation de la viande de boucherie	Liquidation judiciaire	77 240 846	82
MEUNIER SA	Fabrication d'autres machines spécialisées	Redressement judiciaire	30 235 305	
MADIF	Supermarchés	Redressement judiciaire	23 598 919	58
SARL KERVRAN	Construction de maisons individuelles	Liquidation judiciaire	16 826 650	42
TREREDIS	Supermarchés	Liquidation judiciaire	14 405 814	31
Centre Val de Loire				
MAGRI	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	Liquidation judiciaire	32 372 353	128
NEW DURALEX INTERNATIONAL	Fabrication de verre creux	Liquidation judiciaire	24 609 823	227
JLC 45 CONFORT DE LA MAISON	Travaux de peinture et vitrerie	Redressement judiciaire	21 382 092	156
ARCHE SAS	Fabrication de chaussures	Redressement judiciaire	18 429 608	213
REOREV INGENIERIE	Fabrication d'autres machines spécialisées	Redressement judiciaire	15 292 381	138
Corse				
PAESI D'ISULA	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	Liquidation judiciaire	8 501 852	96
GRAZIANI TRAVAUX PUBLICS	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	Sauvegarde	6 880 968	
AGREGATS BETON CORSE	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction	Sauvegarde	6 863 826	
STE INDUSTRIELLE ET CCIALE APPLICATIONS DU BOIS	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	Sauvegarde	4 435 134	
MARINA PROJETS ET ARCHITECTURE	Activités d'architecture	Liquidation judiciaire	4 283 150	29
DOM-TOM				
INGENIERIE CONSTRUCTIONS MODERNES	Construction d'autres bâtiments	Redressement judiciaire	51 291 945	120
REUNION TRANSIT	Affrètement et organisation des transports	Liquidation judiciaire	51 045 339	
COOPERATIVE AGRICOLE DU NORD EST	Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	Redressement judiciaire	32 915 930	
AMBITIONS AUTOMOBILES GUADELOUPE	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	Liquidation judiciaire	25 850 548	
AMBITIONS AUTOMOBILES ANTILLES MARTINIQUE	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	Liquidation judiciaire	18 651 987	

Raison sociale	Secteur d'activité	Dernière procédure en cours en 2024	Chiffre d'affaires	Nombre d'employés
Grand Est				
ASCOMETAL HAGONDANGE SAS	Sidérurgie	Liquidation judiciaire	260 382 170	
FTI VOYAGES	Activités des voyagistes	Liquidation judiciaire	164 742 937	
LCS INTERNATIONAL SAS	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	Redressement judiciaire	109 289 540	351
STENPA	Fabrication de papier et de carton	Liquidation judiciaire	86 742 319	
ASCOMETAL CUSTINES-LE MARAIS SAS	Sidérurgie	Liquidation judiciaire	85 243 508	
Hauts de France				
PROMOTION DU PRET A PORTER	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	Sauvegarde	172 819 100	
DIRAMODE	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures	Sauvegarde	134 505 804	
DISPEO	Affrètement et organisation des transports	Redressement judiciaire	79 248 701	833
ASCOMETAL LES DUNES S.A.S	Sidérurgie	Liquidation judiciaire	74 431 018	
SOCIETE IMPRESSION DU BOULONNAIS	Autre imprimerie (labeur)	Redressement judiciaire	28 931 481	
Ile-de-France				
INDEXIA GROUP	Activités des sociétés holding	Liquidation judiciaire	376 728 000	2 510
SFAM	Autres commerces de détail spécialisés divers	Liquidation judiciaire	277 244 498	899
GENERALE POUR L'ENFANT	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures	Redressement judiciaire	231 794 542	240
METEX NOOVISTAGO	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	Liquidation judiciaire	220 569 000	354
MA FRANCE	Découpage, emboutissage	Liquidation judiciaire	149 760 465	
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées				
F.C.F	Activités des sociétés holding	Sauvegarde	123 601 000	
TEDDY SMITH	Fabrication de vêtements de dessus	Redressement judiciaire	59 423 686	127
STANDARD	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	Redressement judiciaire	57 865 227	399
PASCAL COSTE COIFFURE	Coiffure	Redressement judiciaire	51 679 101	
CLINIQUE TOULOUSE LAUTREC	Activités hospitalières	Redressement judiciaire	21 303 338	
Normandie				
LABEL HABITAT	Commerce de détail d'autres équipements du foyer	Liquidation judiciaire	71 721 467	88
ABYSSE CORP	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques	Redressement judiciaire	66 206 038	215
MAISONS CLAIR LOGIS	Construction de maisons individuelles	Liquidation judiciaire	24 932 888	55
SA BATIMETAL	Fabrication de portes et fenêtres en métal	Liquidation judiciaire	24 624 784	155
ELITE PARE-BRISE	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	Redressement judiciaire	23 060 445	177
Pays de la Loire				
GAUTIER FRANCE	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement	Redressement judiciaire	110 319 000	741
GLOBAL TAX FREE FRANCE	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	Liquidation judiciaire	91 537 561	4
MPO INTERNATIONAL	Reproduction d'enregistrements	Redressement judiciaire	88 933 000	
MPO FRANCE	Reproduction d'enregistrements	Redressement judiciaire	73 939 784	
DENIS ET FILS SAS	Autres activités manufacturières n.c.a.	Redressement judiciaire	23 463 955	
Provence-Alpes-Côte d'Azur				
GEDECOM	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	Sauvegarde	330 833 789	402
CENTRALE D ACHAT UBALDI	Vente à distance sur catalogue spécialisé	Sauvegarde	302 191 407	445
MILEE	Activités des agences de publicité	Liquidation judiciaire	248 408 933	
ASCOMETAL FOS-SUR-MER S.A.S	Sidérurgie	Liquidation judiciaire	181 003 145	
RHONE CROISSANCE	Activités des sociétés holding	Sauvegarde	32 869 355	



Top 5 par secteur d'activité des sociétés de plus de M€10 de CA étant entrées en Procédure Collective en 2024

Raison sociale	Secteur d'activité	Dernière procédure en cours en 2024	Chiffre d'affaires	Nombre d'employés
Agro - Alimentaire - Restauration				
AIM ANTRAIN	Transformation et conservation de la viande de boucherie	Liquidation judiciaire	77 240 846	82
COOPERATIVE AGRICOLE DU NORD EST	Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	Redressement judiciaire	32 915 930	
CM APPROVISIONNEMENT	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes	Redressement judiciaire	21 053 609	
LES VIGNERONS DE BUZET	Vinification	Redressement judiciaire	19 467 266	
R & G	Restauration traditionnelle	Redressement judiciaire	18 031 692	11
Automobile - Mécanique				
TEAM TEX	Fabrication d'autres équipements automobiles	Liquidation judiciaire	78 331 927	51
ETESIA	Fabrication de machines agricoles et forestières	Redressement judiciaire	47 631 027	
MEUNIER SA	Fabrication d'autres machines spécialisées	Redressement judiciaire	30 235 305	
AMBITIONS AUTOMOBILES GUADELOUPE	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	Liquidation judiciaire	25 850 548	
ELITE PARE-BRISE	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	Redressement judiciaire	23 060 445	177
BTP - Construction - Bois et dérivés				
F.C.F	Activités des sociétés holding	Sauvegarde	123 601 000	
GAUTIER FRANCE	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement	Redressement judiciaire	110 319 000	741
LABEL HABITAT	Commerce de détail d'autres équipements du foyer	Liquidation judiciaire	71 721 467	88
INGENIERIE CONSTRUCTIONS MODERNES	Construction d'autres bâtiments	Redressement judiciaire	51 291 945	120
NJCE	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	Liquidation judiciaire	36 290 469	69
Chimie - Plastique - Santé				
VENCOREX FRANCE	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	Redressement judiciaire	461 983 433	503
METEX NOOVISTAGO	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	Liquidation judiciaire	220 569 000	354
PREMESTER	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.	Liquidation judiciaire	96 566 168	38
GJF HOLDING SAS	Activités des sociétés holding	Redressement judiciaire	53 939 940	20
LABORATOIRES PRODENE KLINT	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	Liquidation judiciaire	50 029 340	237
Distribution - Commerce de Gros				
GEDECOM	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	Sauvegarde	330 833 789	402
CENTRALE D ACHAT UBALDI	Vente à distance sur catalogue spécialisé	Sauvegarde	302 191 407	445
MARKET MAKER	Activités des sociétés holding	Sauvegarde	118 070 838	327
SCHNEDER CONSUMER GROUP	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé	Liquidation judiciaire	111 489 317	
PRONADIS	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé	Liquidation judiciaire	88 377 790	167
Industrie - Métaux - Minerais				
ASCOMETAL HAGONDANGE SAS	Sidérurgie	Liquidation judiciaire	260 382 170	
ASCOMETAL FOS-SUR-MER S.A.S	Sidérurgie	Liquidation judiciaire	181 003 145	
MA FRANCE	Découpage, emboutissage	Liquidation judiciaire	149 760 465	
ASCOMETAL CUSTINES-LE MARAIS SAS	Sidérurgie	Liquidation judiciaire	85 243 508	
ASCOMETAL LES DUNES S.A.S	Sidérurgie	Liquidation judiciaire	74 431 018	

Raison sociale	Secteur d'activité	Dernière procédure en cours en 2024	Chiffre d'affaires	Nombre d'employés
IT - Electroménager - Electricité				
SYNELIENCE	Programmation informatique	Redressement judiciaire	36 932 076	
ATR ENERGIE FRANCE	Production d'électricité	Liquidation judiciaire	32 402 554	
GST INTERNATIONAL FRANCE SAS	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication	Liquidation judiciaire	28 915 677	12
CUBYN	Programmation informatique	Liquidation judiciaire	23 190 841	67
CETIH CARQUEFOU	Fabrication de composants électroniques	Liquidation judiciaire	21 468 397	
Papier				
MILEE	Activités des agences de publicité	Liquidation judiciaire	248 408 933	
MPO INTERNATIONAL	Reproduction d'enregistrements	Redressement judiciaire	88 933 000	
STENPA	Fabrication de papier et de carton	Liquidation judiciaire	86 742 319	
MPO FRANCE	Reproduction d'enregistrements	Redressement judiciaire	73 939 784	
SOCIETE NOUVELLE VICTOIRE	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé	Redressement judiciaire	54 952 060	373
Services				
INDEXIA GROUP	Activités des sociétés holding	Liquidation judiciaire	376 728 000	2510
SFAM	Autres commerces de détail spécialisés divers	Liquidation judiciaire	277 244 498	899
MARE NOSTRUM	Activités des sociétés holding	Redressement judiciaire	169 534 000	
FTI VOYAGES	Activités des voyagistes	Liquidation judiciaire	164 742 937	
LCS INTERNATIONAL SAS	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	Redressement judiciaire	109 289 540	351
Textile				
GENERALE POUR L'ENFANT	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures	Redressement judiciaire	231 794 542	240
PROMOTION DU PRET A PORTER	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	Sauvegarde	172 819 100	
DIRAMODE	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures	Sauvegarde	134 505 804	
TEDDY SMITH	Fabrication de vêtements de dessus	Redressement judiciaire	59 423 686	127
STANDARD	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	Redressement judiciaire	57 865 227	399
Transport et Maintenance				
DISPEO	Affrètement et organisation des transports	Redressement judiciaire	79 248 701	833
TRANSPORTS H.DUCROS	Messagerie, fret express	Liquidation judiciaire	56 912 693	323
REUNION TRANSIT	Affrètement et organisation des transports	Liquidation judiciaire	51 045 339	
SAF LOGISTICS	Transports routiers de fret interurbains	Liquidation judiciaire	27 420 988	42
ETS MARITIME DE CARONTE ET DE FOS	Manutention portuaire	Redressement judiciaire	26 218 769	

Types de procédure par taille de CA (société de plus de 2 M€)

	Sauvegarde	Redressement judiciaire	Liquidation judiciaire	Total général
1-5 M€	2	1	3	6
5-10 M€	4	4	6	14
10-50 M€		12	17	29
50-100 M€	35	113	135	283
100-250 M€	43	182	245	470
>250 M€	101	588	953	1642
Total général	185	900	1359	2444

Types de procédure par région (société de plus de 2 M€)

	Sauvegarde	Redressement judiciaire	Liquidation judiciaire	Total général
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	25	99	87	211
Auvergne-Rhône-Alpes	23	111	150	284
Bourgogne-Franche-Comté	5	31	31	67
Bretagne	1	27	41	69
Centre Val de Loire	4	34	34	72
Corse	4	4	3	11
DOM	4	32	33	69
Grand Est	11	67	88	166
Hauts de France	10	44	59	113
Ile de France	43	210	507	760
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	15	74	109	198
Normandie	6	38	57	101
Pays de la Loire	13	40	48	101
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21	88	112	221
TOM		1		1
Total général	185	900	1359	2444



EY s'engage à bâtir un monde meilleur, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients et nos collaborateurs aussi bien que pour la société et la planète dans leur ensemble, tout en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

En s'appuyant sur le traitement des données, l'IA et les nouvelles technologies, les équipes EY contribuent à créer la confiance nécessaire à nos clients pour façonner un futur à l'épreuve des défis les plus pressants d'aujourd'hui et demain.

À travers tout un éventail de services allant de l'audit au consulting en passant par la fiscalité, la stratégie et les transactions, les équipes d'EY sont en mesure de déployer leur expertise dans plus de 150 pays et territoires. Une connaissance approfondie du secteur, un réseau international et pluridisciplinaire ainsi qu'un écosystème de partenaires aussi vaste que diversifié sont autant d'atouts qui permettront à EY de participer à la construction d'un monde plus équilibré.

Ensemble pour créer un futur riche d'opportunités.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2025 EY & Associés.
Tous droits réservés.

Studio BMC France – 2501BMC015.
SCORE France N° 2025-012.
ED None.

Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr

Depuis 1929, AU Group, société de courtage et de conseil spécialisée dans la gestion des risques de crédit & politiques et dans le financement du BFR, s'engage aux côtés des entreprises B2B. AU Group conseille et accompagne ses clients de façon innovante pour répondre à leurs enjeux de sécurisation des créances commerciales, de financement de leur croissance et de pilotage du poste clients. AU Group opère partout dans le monde, dans tous les secteurs d'activité et pour tous types d'entreprises.

Chaque jour, les équipes AU Group élaborent des solutions sur mesure et préconisent aux Directions Financières les meilleures propositions à mettre en œuvre, négocient avec les partenaires puis déploient et gèrent les solutions sélectionnées.

Société indépendante à capital 100 % familial, AU Group regroupe aujourd'hui 260 experts engagés et présents dans 50 pays.

AU GROUP - SAS au capital de 2 000 000 €
552 073 256 RCS Paris - ORIAS 07005117
91, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 Paris
Tél. : 01 42 66 66 46 - au@au-group.com - www.au-group.com
Assurance de responsabilité civile professionnelle et garantie financière conformes aux articles L. 512-6 et L. 512-7 du code des assurances et à l'article L. 519-3-4 du code monétaire et financier.

au-group.com

Contacts



Guillaume Cornu
Partner, Turnaroud Restructuring Services leader and Strategy & Transactions Market Leader France
Ernst & Young Advisory
guillaume.cornu@fr.ey.com



Julien Brindeau
Associé
Ernst & Young Advisory
julien.brindeau@fr.ey.com



Louis Bollaert
Directeur Général
AU Group
bollaert@au-group.com



Olivier de La Pontais
Directeur
AU Group
delapontais@au-group.com